L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres 73. NOUVELLE-ORLEANS, DIMANCHE MATIN, 30 OCTOBRE 1864. Entre Bienville et Conti

NOUVELLE-ORLEANS :
DIMANCHE MATIN, 30 OCTOBRE.

Nouvelles par la voie du Sud.

Date de Richmond du 26 au 28.

AFFAIRES EN GEORGIE.

COMBAT DE SALINE CREEK.

Beauregard à Milledgeville.

Du *Républicain Démocrat* du 24, 26 et 27 octobre le N. O. *Times* a extrait les nouvelles qui suivent :

Richmond, 20 oct. — Tout est calme le long des lignes.

Un télégramme de Chattanooga du 15 octobre rapporte que nos détachements n'ont pu déserrir la présence de l'ennemi au nord de Tunnel Hill.

Schofield a envoyé aujourd hui un fort détachement pour reconnaître les mouvements de la colonne rebelle qui se porte, dit-on, vers West-Ringgold. Ce poste et les postes intermédiaires ont été immédiatement renforcés.

Pas de communications avec Sherman.

Richmond, 20 oct. — Des dépêches officielles disent que la principale force de Hood était près de Lafayette dans la nuit du 16. Sherman était à Gap, samedi où une partie du 24e de la Caroline du Nord a été pris. L'arrière-garde de Hood est partie au point du jour de Lafayette le 17, se dirigeant vers le Sud.

Richmond, 22—Ce matin une batterie yankee élevée dernièrement sur les derrières de Bermuda-Hundred a tiré sur une portion de notre flotte. Cinq hommes ont été légèrement blessés à bord du bateau éclaireur Fredericksburg. Plusieurs de nos navires blindés ont répondu et fait taire la batterie yankee.

Charlottesville, 20 octobre—On n'a que peu de détails additionnels de la vallée. Notre armée s'est retirée à New Market. L'ennemi n'a pas poursuivi.

Le brigadier général Ramseur, atteint dans le bas ventre, est supposé être mortellement blessé. Il est resté au pouvoir de l'ennemi.

Le général Rhodie a été blessé au genou et est arrivé ici ce matin, le brigadier général Conner, de la Caroline du Sud, a été blessé à la jambe.

Meridian, 22 oct—Un journal de Tuscaloosa(?) annonce que le général Stanley Smith a engagé l'ennemi à Saline Creek et qu'après une action qui a duré six heures, il a battu l'ennemi, pris 250 wagons et fait 120 prisonniers. Le corps de l'ennemi engagé est commandé par Lowrie de l'armée de Hood et est composé de 139.

La fièvre jaune sévit toujours à Galveston et à Houston.

Des correspondances échangées entre nos forces et celles d Steele à Branch Island révèle le fait que Cortilla est brigadier-général au service yankee chez Chaval est colonel.

Richmond, 24 octobre—Une dépêche de Stanton dit : Le télégraphe opère jusqu'à Atlanta, mais le département n'a pas reçu de rapports plus récents.

Toute tranquille au-dessous de Richmond aujourd'hui. Rien de plus de la vallée, 1400 l'ederal prisonniers d'Early, sont arrivés hier à la prison Libby.

Richmond, 25 octobre. — Le *Sentinel* de ce matin donne une circulaire du secrétaire Benjamin, qu'donne un état des finances fédérales, dans basé ; des chiffres officiels. Il estime que la dette du Etats-Unis sera au 1er mai prochain de $10,000,000.

Pas d'engagement au-dessous de Richmond. On n'attend aucune démonstration de l'ennemi avant l'élection présidentielle.

Le gouverneur Archer, du Maryland, est mort hier soir dans cette ville.

Mobile, 20 octobre—Samedi soir le steamer *Sentinel* a sombré par suite de l'explosion de sa bouille de tribord, près de Park's landing ; 25 personnes ont péri ou ne se retrouvent pas, 5 ont été blessées.

Memphis, 24 octobre—Les guérillas ont fait hier tentative hardi de capturer S P Chase, juge dans qu'il faisait un discours à Covington, Ky.

Le général Sarregard a été l'hôte du gouverneur Brown Milledgeville, où il s'est rendu, sans doute pr des affaires relatives à la milice. Nombreux dîners avec des flambeaux sont allés à sa résidence du gouverneur et ont suppolé le général.

Vous sur le pèque avec le gouverneur, on fait-il la présente peuple comme le général qui avait livré seulement la première bataille et n'a vait jamais perdu une, compliment que le général Beauregard a accueilli avec un salut fort militaire.

Il s'est adressé ensuite au peuple, l'a remercié de son attentif flatteuse et a dit qu'il espérait que dans soixante jours l'ennemi serait non seulement chassé de la Georgie, mais encore du Tennessee.

Il a conjuré les troupes de remplir tout leur devoir. Il tâchera lui même de faire de son mieux. Si les revers surviennent, a-t-il fini par dire, loin de nous décourager, nous devons redoubler nos efforts.

La question de la paix.

Une lettre de Washington.

Le Cincinnati *Commercial* du 21 publie une lettre de l'Honorable Herschell V. Johnson, de la Georgie, qui était le candidat démocrate du parti Douglas à la vice-présidence en 1860, lettre est datée de Sandy Grove, en Georgie, le 25 septembre et adressée à plusieurs personnes qui avaient demandé l'avis de M. Johnson sur l'inauguration d'un mouvement en Sud en faveur de la paix.

Après avoir exprimé les plus sincères désirs en faveur de la paix, l'écrivain rappelle que le Sud s'est toujours montré disposé à traiter de la paix à des conditions honorables, et qu'il a témoigné son bon vouloir à cet égard dans les propositions de la convention de gouvernement américain qui est mis à l'écart et fouléaux pieds par le chef actuel du pouvoir exécutif des Etats-Unis. Leur succès amènera avec eux un gouvernement d'administration ou changement de politique. Il fera plus, il amènera, ce qui est beaucoup plus important, les parties belligérantes face à face dans l'arène de la raison et de la délibération. Alors on pourra y discuter l'abandon de toutes nos différences, les principes inintelligés dans la lutte malheureuse et les intérêts des deux gouvernements. Tel est ma conviction dans de l'accomplissement de la vérité et du droit que j'ai la confiance entière qu'une paix honorable finirait par sortir de ces délibérations.

Dans un langage et profonde dévotion à l'Union des Etats—sentiment qui provoque une réponse—le peuple du Nord est tombé, il se trouble, dans deux erreurs graves et vicieuses. D'un côté, il estime une l'espérance impossible, un simple fait en a la forme des principes et de l'objet de l'Union en oubliant qu'elle en-ce d'envoyer par prix quand elle ne peut plus réaliser cet objet et maintenir ses principes. D'un autre côté, il pense que les E.-U. de la Confédération ne sont jamais depuis des Etats Unis au mépris de notre Union, dans l'intention perverse d'insulter une nation et de détruire le gouvernement dans il est l'ambition. Les deux opinions sont complètement fausses. L'union Unies étaient une organisation d'Etats, mais elle était plus qu'un simple traité, fondé sur de grands principes, qui les donnait le plus ultime pouvoir pour le gouvernement des Etats, le droit de paix

p'o de se gouverner, le droit de chaque Etat de régler ses affaires domestiques, d'établir ses propres institutions municipales, d'organiser son propre système de travail et de poursuivre en carrière particulière d'entreprise, sans autres restrictions que celles qui sont exprimées dans la Constitution fédérale.

Donc sur ces principes l'Union constituait pour tous la garantie solennelle que chaque Etat aurait protégé dans la jouissance tranquille de ses droits. Quand un Etat ou plus cette garantie, on, ce qui est pis, quand son gouvernement passe dans les mains de ceux dont la politique et les mesures avouées tendent contre un renversement de ces principes, elle fut virtuellement à on fin, et elle cessa d'avoir aucun prix pour le peuple des Etats confédérés. C'est ainsi qu'il est parvenu à la sécession mais non dans le but unique de se débarrasser de l'Union.

Notre peuple aimait l'Union et honorait son passé jadis glorieux pour les précieux souvenirs qu'il y rattachaient. Il l'abandonna avec une hésitation et un regret auxquels l'histoire rendra à pleine justice. Il était, comme il est encore, attaché aux principes par lesquels l'Union a été fondée, il ne s'en est séparé que pour les maintenir et les restaurer. Il fait labeur à l'arbitrage les contenus et des droits revendiqués à venir le soin de décider s'il a agi sagement ou non. Mais aucun peuple n'a jamais été poussé à une mesure aussi grave par un dévouement plus élevé à la liberté constitutionnelle.

Et c'est pour cela qu'on nous déscose comme des rebelles coupables. Les conditions que nos Unis, et qu'on nous menace de sont exigiant réservé aux traîtres, que notre pays est envahi, nos foyers désolés, et nos concitoyens mis à mort par des armées hostiles. On nous dit qu'il faut que nous soyons conquis ou exterminés. Le Nord nous combat pour maintenir par la force le fait simple ou la forme de l'Union. Nous nous défendons pour préserver les grands principes qui servent de fondations à l'Union. Si nous sommes rebelles contre l'Union, nous pourrions, et nous avions le goût des épithètes répliquer que ceux qui continuent un fond cette guerre contre nous, sont des traîtres à ces principes. Si les torts allégués contre nous étaient réels, que l'Histoire impartiale décide quels sont les plus grands pécheurs. C'est là la vérité toute nue.

Ainsi on explique, continue cette guerre est cruelle et contre nature ! Pourquoi le Nord se bat-il contre nous ? Pourquoi, surtout, les milliers d'amis avoués de la Constitution au Nord protestent-ils leur assistance et leur aide à notre subjugation.

Je ne vois pas comment nous pouvons inaugurer aucun mouvement tendant à une paix honorable. Nous sommes le parti attaqué. Les mouvements pour la paix doivent venir de parti semblant. Il ne s'agit pas, semble-t-il dans question d'étiquette. Je veux dire qu'un présence de la politique avouée du gouvernement des Etats-Unis tous ses avances de notre part est rejetée ayant d'être faite et que nous ne pouvons en faire aucune en face de la condition imposée par son président... Mais si le gouvernement des Etats-Unis nous fait date d'autres mains, il doit de plus vrai que ces paroles adressées au manager officiel du président Lincoln " Nous ne combattons pas pour l'esclavage, mais pour le droit de nous gouverner nous mêmes ".

Si c'est là l'esprit qui anime le peuple, le succès final doit être le résultat, nous souffrons-le actuel et de ses sacrifices. L'histoire est pleine d'exemples propres à l'encourager, et il n'en est pas de plus frappant que celui de la révolution de 1776. Qu'il n'y ait donc plus de découragement, que nul ne se relâche de ses efforts et de son dévouement plus élevé à la liberté constitutionnelle.

Et maintenant que soient ces inconvénients, nous avons tous à ne pas nous laisser décourager par la défaite. Les revers sont inévitables. Le saint-père n'avait pas d'armée pour protéger son autorité à l'intérieur contre les projets du parti révolutionnaire, et, d'un autre côté, les dispositions les plus inquiétantes existaient dans la Prussie même au sujet de la possession de Rome, que le gouvernement italien lui-même, par la bouche de ses ministres dans le parlement, aussi bien que par les communications diplomatiques, réclamait comme la capitale de l'Italie. Tant que ces vues occupaient la pensée du cabinet de Paris, nous devions craindre que, si nos troupes étaient rappelées, le territoire de Saint-Siége ne fût exposé à des attaques que le gouvernement pontifical n'aurait pas été en mesure de repousser. Ce fut alors que fut donné un avertissement officiel à Napoléon qu'une intervention armée de la France, si elle devait avoir lieu, serait considérée comme une déclaration de guerre contre l'Italie. Ainsi on vous voit conserver notre appui armé jusqu'à ce que le danger de ces entraînements irréfléchis nous paraît écarté.

Nous sommes frappés aujourd'hui, monsieur le comte, des heureux changements qui se manifestent, sous ce rapport, dans la situation générale de l'Europe. Le gouvernement italien s'efforce, depuis deux ans, de faire disparaître les derniers débris de ces associations redoutable qui, à la faveur des circonstances, s'étaient formées au dehors de son action, et dont les membres, dispersés principalement dirigée contre lui. Après avoir combattue ouvertement, il est parvenu à les disperser, et, chaque fois qu'elles ont essayé de se reconstituer, il a facilement déjoué leurs complots.

Le gouvernement a vu, par la suite, à empêcher qu'aucune force irrégulière ne pût s'organiser sur son territoire pour attaquer les provinces placées sous la protection pontificale, il a donné à sa politique envers la cour de Rome attitude plus en harmonie avec ses devoirs internationaux. Il a cessé de mettre en avant dans les Chambres le programme absolu qui proclamait Rome capitale de l'Italie, et de nous adresser à ce sujet des déclarations péremptoires qui nous avaient si fort inquiétés. D'autres différences des points de vue politiques. Les deux gouvernements n'obéissent pas aux mêmes inspirations et ne procèdent pas d'après les mêmes principes.

Nous connaissons assez obligé trop souvent à donner des conseils que trop souvent aussi celle de la cour de Rome croit devoir décliner. Si notre langage pouvait, en certaines trop marqué, nous semblerions abuser de la force de notre position, et, dans ce cas, le gouvernement pontifical serait, avec plus de raison encore, en ce qui est pis, quand son gouvernement passe dans les mains de ceux dont la politique et les mesures avouées tendent contre un renversement de ces principes, elle fut virtuellement à on fin, et elle cessa d'avoir aucun prix pour le peuple des Etats confédérés. C'est ainsi qu'il est parvenu à la sécession mais non dans le but unique de se débarrasser de l'Union.

Notre peuple aimait l'Union et honorait son passé jadis glorieux pour les précieux souvenirs qu'il y rattachaient. Il l'abandonna avec une hésitation et un regret auxquels l'histoire rendra à pleine justice. Il était, comme il est encore, attaché aux principes par lesquels l'Union a été fondée, il ne s'en est séparé que pour les maintenir et les restaurer. Il fait labeur à l'arbitrage les contenus et des droits revendiqués à venir le soin de décider s'il a agi sagement ou non. Mais aucun peuple n'a jamais été poussé à une mesure aussi grave par un dévouement plus élevé à la liberté constitutionnelle.

Et c'est pour cela qu'on nous déscose comme des rebelles coupables. Les conditions que nos Unis, et qu'on nous menace de sont exigiant réservé aux traîtres, que notre pays est envahi, nos foyers désolés, et nos concitoyens mis à mort par des armées hostiles. On nous dit qu'il faut que nous soyons conquis ou exterminés. Le Nord nous combat pour maintenir par la force le fait simple ou la forme de l'Union. Nous nous défendons pour préserver les grands principes qui servent de fondations à l'Union. Si nous sommes rebelles contre l'Union, nous pourrions, et nous avions le goût des épithètes répliquer que ceux qui continuent un fond cette guerre contre nous, sont des traîtres à ces principes. Si les torts allégués contre nous étaient réels, que l'Histoire impartiale décide quels sont les plus grands pécheurs. C'est là la vérité toute nue.

Ainsi on explique, continue cette guerre est cruelle et contre nature ! Pourquoi le Nord se bat-il contre nous ? Pourquoi, surtout, les milliers d'amis avoués de la Constitution au Nord protestent-ils leur assistance et leur aide à notre subjugation.

Je ne vois pas comment nous pouvons inaugurer aucun mouvement tendant à une paix honorable. Nous sommes le parti attaqué. Les mouvements pour la paix doivent venir de parti semblant. Il ne s'agit pas, semble-t-il dans question d'étiquette. Je veux dire qu'un présence de la politique avouée du gouvernement des Etats-Unis tous ses avances de notre part est rejetée ayant d'être faite et que nous ne pouvons en faire aucune en face de la condition imposée par son président... Mais si le gouvernement des Etats-Unis nous fait date d'autres mains, il doit de plus vrai que ces paroles adressées au manager officiel du président Lincoln " Nous ne combattons pas pour l'esclavage, mais pour le droit de nous gouverner nous mêmes ".

Si c'est là l'esprit qui anime le peuple, le succès final doit être le résultat, nous souffrons-le actuel et de ses sacrifices. L'histoire est pleine d'exemples propres à l'encourager, et il n'en est pas de plus frappant que celui de la révolution de 1776. Qu'il n'y ait donc plus de découragement, que nul ne se relâche de ses efforts et de son dévouement plus élevé à la liberté constitutionnelle.

Et maintenant que soient ces inconvénients, nous avons tous à ne pas nous laisser décourager par la défaite. Les revers sont inévitables. Le saint-père n'avait pas d'armée pour protéger son autorité à l'intérieur contre les projets du parti révolutionnaire, et, d'un autre côté, les dispositions les plus inquiétantes existaient dans la Prussie même au sujet de la possession de Rome, que le gouvernement italien lui-même, par la bouche de ses ministres dans le parlement, aussi bien que par les communications diplomatiques, réclamait comme la capitale de l'Italie. Tant que ces vues occupaient la pensée du cabinet de Paris, nous devions craindre que, si nos troupes étaient rappelées, le territoire de Saint-Siége ne fût exposé à des attaques que le gouvernement pontifical n'aurait pas été en mesure de repousser. Ce fut alors que fut donné un avertissement officiel à Napoléon qu'une intervention armée de la France, si elle devait avoir lieu, serait considérée comme une déclaration de guerre contre l'Italie. Ainsi on vous voit conserver notre appui armé jusqu'à ce que le danger de ces entraînements irréfléchis nous paraît écarté.

Nous sommes frappés aujourd'hui, monsieur le comte, des heureux changements qui se manifestent, sous ce rapport, dans la situation générale de l'Europe. Le gouvernement italien s'efforce, depuis deux ans, de faire disparaître les derniers débris de ces associations redoutable qui, à la faveur des circonstances, s'étaient formées au dehors de son action, et dont les membres, dispersés principalement dirigée contre lui. Après avoir combattue ouvertement, il est parvenu à les disperser, et, chaque fois qu'elles ont essayé de se reconstituer, il a facilement déjoué leurs complots.

Le gouvernement a vu, par la suite, à empêcher qu'aucune force irrégulière ne pût s'organiser sur son territoire pour attaquer les provinces placées sous la protection pontificale, il a donné à sa politique envers la cour de Rome attitude plus en harmonie avec ses devoirs internationaux. Il a cessé de mettre en avant dans les Chambres le programme absolu qui proclamait Rome capitale de l'Italie, et de nous adresser à ce sujet des déclarations péremptoires qui nous avaient si fort inquiétés. D'autres différences des points de vue politiques. Les deux gouvernements n'obéissent pas aux mêmes inspirations et ne procèdent pas d'après les mêmes principes.

Nous connaissons assez obligé trop souvent à donner des conseils que trop souvent aussi celle de la cour de Rome croit devoir décliner. Si notre langage pouvait, en certaines trop marqué, nous semblerions abuser de la force de notre position, et, dans ce cas, le gouvernement pontifical serait, avec plus de raison encore, en droit de nous donner un avis public, le même des résolutions les plus sages.

Il n'entre pas, en assistant à des actes qu'on désapprouve et à des mesures de notre législation qu'on désapprouve également, dans la responsabilité d'une politique que nous ne saurions approuver.

Le Saint-Siége, en raison de sa nature propre, a un droit et un droit particulier, qui, dans bien des occasions, se trouvait malheureusement en opposition avec les idées de ce temps.

Éloigné de Rome, nous regrettions d'autrefois, sont encore de le voir en face l'application rigoureuse, et, guidé par un dévouement filial, nous ne croirions pas une dontse pouvoir garder le silence quand des faits semblables viendraient donner des préjugés aux accusations de ses adversaires ; mais notre présence à Rome, qui nous mettait à même de connaître plus impartialement à venir le soin de décider s'il a agi sagement ou non. Mais aucun peuple n'a jamais été poussé à une mesure aussi grave par un dévouement plus élevé à la liberté constitutionnelle.

Et c'est pour cela qu'on nous déscose comme des rebelles coupables. Les conditions que nos Unis, et qu'on nous menace de sont exigiant réservé aux traîtres, que notre pays est envahi, nos foyers désolés, et nos concitoyens mis à mort par des armées hostiles. On nous dit qu'il faut que nous soyons conquis ou exterminés. Le Nord nous combat pour maintenir par la force le fait simple ou la forme de l'Union. Nous nous défendons pour préserver les grands principes qui servent de fondations à l'Union. Si nous sommes rebelles contre l'Union, nous pourrions, et nous avions le goût des épithètes répliquer que ceux qui continuent un fond cette guerre contre nous, sont des traîtres à ces principes. Si les torts allégués contre nous étaient réels, que l'Histoire impartiale décide quels sont les plus grands pécheurs. C'est là la vérité toute nue.

Ainsi on explique, continue cette guerre est cruelle et contre nature ! Pourquoi le Nord se bat-il contre nous ? Pourquoi, surtout, les milliers d'amis avoués de la Constitution au Nord protestent-ils leur assistance et leur aide à notre subjugation.

Je ne vois pas comment nous pouvons inaugurer aucun mouvement tendant à une paix honorable. Nous sommes le parti attaqué. Les mouvements pour la paix doivent venir de parti semblant. Il ne s'agit pas, semble-t-il dans question d'étiquette. Je veux dire qu'un présence de la politique avouée du gouvernement des Etats-Unis tous ses avances de notre part est rejetée ayant d'être faite et que nous ne pouvons en faire aucune en face de la condition imposée par son président... Mais si le gouvernement des Etats-Unis nous fait date d'autres mains, il doit de plus vrai que ces paroles adressées au manager officiel du président Lincoln " Nous ne combattons pas pour l'esclavage, mais pour le droit de nous gouverner nous mêmes ".

Si c'est là l'esprit qui anime le peuple, le succès final doit être le résultat, nous souffrons-le actuel et de ses sacrifices. L'histoire est pleine d'exemples propres à l'encourager, et il n'en est pas de plus frappant que celui de la révolution de 1776. Qu'il n'y ait donc plus de découragement, que nul ne se relâche de ses efforts et de son dévouement plus élevé à la liberté constitutionnelle.

Et maintenant que soient ces inconvénients, nous avons tous à ne pas nous laisser décourager par la défaite. Les revers sont inévitables. Le saint-père n'avait pas d'armée pour protéger son autorité à l'intérieur contre les projets du parti révolutionnaire, et, d'un autre côté, les dispositions les plus inquiétantes existaient dans la Prussie même au sujet de la possession de Rome, que le gouvernement italien lui-même, par la bouche de ses ministres dans le parlement, aussi bien que par les communications diplomatiques, réclamait comme la capitale de l'Italie. Tant que ces vues occupaient la pensée du cabinet de Paris, nous devions craindre que, si nos troupes étaient rappelées, le territoire de Saint-Siége ne fût exposé à des attaques que le gouvernement pontifical n'aurait pas été en mesure de repousser. Ce fut alors que fut donné un avertissement officiel à Napoléon qu'une intervention armée de la France, si elle devait avoir lieu, serait considérée comme une déclaration de guerre contre l'Italie. Ainsi on vous voit conserver notre appui armé jusqu'à ce que le danger de ces entraînements irréfléchis nous paraît écarté.

Nous sommes frappés aujourd'hui, monsieur le comte, des heureux changements qui se manifestent, sous ce rapport, dans la situation générale de l'Europe. Le gouvernement italien s'efforce, depuis deux ans, de faire disparaître les derniers débris de ces associations redoutable qui, à la faveur des circonstances, s'étaient formées au dehors de son action, et dont les membres, dispersés principalement dirigée contre lui. Après avoir combattue ouvertement, il est parvenu à les disperser, et, chaque fois qu'elles ont essayé de se reconstituer, il a facilement déjoué leurs complots.

Le gouvernement a vu, par la suite, à empêcher qu'aucune force irrégulière ne pût s'organiser sur son territoire pour attaquer les provinces placées sous la protection pontificale, il a donné à sa politique envers la cour de Rome attitude plus en harmonie avec ses devoirs internationaux. Il a cessé de mettre en avant dans les Chambres le programme absolu qui proclamait Rome capitale de l'Italie, et de nous adresser à ce sujet des déclarations péremptoires qui nous avaient si fort inquiétés. D'autres différences des points de vue politiques. Les deux gouvernements n'obéissent pas aux mêmes inspirations et ne procèdent pas d'après les mêmes principes.

Nous connaissons assez obligé trop souvent à donner des conseils que trop souvent aussi celle de la cour de Rome croit devoir décliner. Si notre langage pouvait, en certaines trop marqué, nous semblerions abuser de la force de notre position, et, dans ce cas, le gouvernement pontifical serait, avec plus de raison encore, en droit de nous donner un avis public, le même des résolutions les plus sages.

Il n'entre pas, en assistant à des actes qu'on désapprouve et à des mesures de notre législation qu'on désapprouve également, dans la responsabilité d'une politique que nous ne saurions approuver.

Le Saint-Siége, en raison de sa nature propre, a un droit et un droit particulier, qui, dans bien des occasions, se trouvait malheureusement en opposition avec les idées de ce temps.

Éloigné de Rome, nous regrettions d'autrefois, sont encore de le voir en face l'application rigoureuse, et, guidé par un dévouement filial, nous ne croirions pas une dontse pouvoir garder le silence quand des faits semblables viendraient donner des préjugés aux accusations de ses adversaires ; mais notre présence à Rome, qui nous mettait à même de connaître plus impartialement

EDITION D MIER SOIR.

Nouvelles additionnelles
DU NORD.
ARRIVEE DU *MAGENTA*.

Autre dépêche du Sheridan—Affaires à Petersbourg—L'invasion du Mississippi—Nouvelles de Richmond—Rapport de Grant au Sud—En prise du *Reconcile*.

Par l'arrivée du *Magenta*, de St-Louis, nous avons reçu ce matin des journaux de St-Louis, Cincinnati, Cairo et Chicago jusqu'au 22 et de Memphis jusqu'au 24. Nous y trouvons les dépêches additionnelles qui suivent :

Dépêche de Sheridan.

Département de la guerre, Washington 21 octobre, 11 h 40 A M—Au major général Dix—Le télégramme suivant reçu ce matin contient de nouveaux détails sur la bataille de Cedar Creek.

Cedar Creek, 20 oct, 11 h 30 A M—Au lieutenant-général Grant à City Point : Nous avons été de nouveau favorisés par une grande victoire remportée le 19 courant, par la bravoure de nos officiers et de nos hommes.

L'attaque contre l'ennemi a été faite vers 3 heures P M, par un mouvement à moitié contournant de toute la ligne, avec une attaque de flanc sur l'Est. Le général Sheridan avait demandé des renforts, et aussitôt qu'ils furent arrivés j'ai supposé que le moment était favorable pour prendre l'offensive.

L'artillerie capturée s'élève à plus de 50 pièces. Ceci comprend les pièces oubliées par les troupes dans la matinée. On a amené en outre 1500 prisonniers, des wagons et des ambulances en grand nombre.

Ce matin la cavalerie a fait une poursuite sur la colline Fisher et l'a occupée, l'ennemi ayant fait la nuit en n'y laissant qu'une petite arrière-garde.

J'ai à regretter la perte de beaucoup d'officiers de mérite tués et blessés. Le colonel Joe Thoburn, qui commandait une division du corps de Crook, a été tué, ainsi que le colonel Hall, qui commandait de brigade, a été grièvement blessé, mais il n'a pas voulu quitter le champ de bataille. Je ne puis encore donner le nombre. Beaucoup de nos hommes capturés le matin se sont échappés et arrivent.

Le général Kershaw, qui commandait une division dans l'armée de Early, est mort ce matin.

P. H. SHERIDAN.

City Point, 20 octobre, 9 h. 30 P M—A Honorable E. M. Stanton, Secrétaire de la Guerre : J'ai fait tirer un salut de cent coups de canon par chacune des armées, ici, en l'honneur de la dernière victoire de Sheridan, qui a fait tant de gens qui manquent d'être un désastre en une glorieuse victoire.

Elle marque Sheridan comme égal, ce que j'avais toujours pensé, un de nos plus habiles généraux.

U. S. GRANT, Lieut-Gle.

Le directeur médical rapporte plus 270 soldats fédéraux légèrement blessés sont arrivés du champ de bataille à Winchester.

Affaires à Petersbourg.

New York, 21 octobre—Une dépêche spéciale du Herrando Hundred au *Herald*, dit : on a appris ici que le général Butler a l'intention d'une attaque formidable sur la droite de leur ligne en l'Appomattox. La batterie est à 1,500 yardes de la fameuse fosse à signaux de Petersburg. On croit que leur intention est de prendre cette fosse pour cible. La batterie est presque complète et portera 4 canons. Le calme sur le front des armées n'a été interrompu que par une légère reconnaîte sur le front de Petersburg.

Un correspondant auprès de Petersburg écrit au *Herald* : Une forte canonnade a été entendue dans la direction de Petersburg ; elle arrive que l'ennemi faisait exploser ses entrepôts, les ponts et les arsenaux du chemin de fer pour se préparer à abandonner la ville.

Une dépêche spéciale du 18 corps au *Herald* dit, l'ennemi continue à travailler à sa ligne d'ouvrages sur la hauteur sud du James, depuis Cox's Ferry jusqu'à la batterie de Howlett House. De nombreux ouvriers y sont été occupés depuis trois jours. Un grand nombre de prisonniers sont des transfuges de la ligne de Howlett à une forte redoute sur la gauche de la ligne.

Le Journal de matin du 19 qui recommande l'enrôlement des nègres en leur promettant la liberté et le droit de voter, dit : Le Maine Central Express a été volé de 40 mille dollars en billets de la Banque de Cogneau au dessus de Portland. Tous les premiers et 50 les seconds Nos vous sont connus. Les criminels ont pris la fuite.

Le vapeur de Washington a fait naufrage sur la côte de Virginie. Les dames et les enfants ont été sauvés. Le capitaine et 20 hommes sont noyés